Sahel : Sur les chemins du désespoir

MALI

1406

L'information est l'oxygène des temps modernes

MERCREDI 16 AOUT 2023

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION

Agriculture

Des efforts remarquables pour une bonne campagne agricole

De la diète du citoyen : **Ousmane Sonko**

Saison des pluies : **Une période difficile pour les vendeurs de bidons d'eau**

COVID 19
CORONA VIRUS

PROTEGEONS NOUS ET PROTEGEONS LES AUTRES

Suivi des actions de prévention et de riposte au

15 Juillet 2023

RESPECTONS
LES MESURES BARRIÈRES

Porter le masque quand la distance de sécurité ne peut être respecter

Se laver les mains regulièrement

Tousser ou eternuer dans le coude

Respecter la distance de sécurité

Utiliser le gel hydro-alcoolique pour vous désinfecter les mains

Eviter de se serrer les mains

Eviter de se toucher le visage : la bouche, les yeux ou le nez

Echantillons testés

23

Nouveaux cas confirmés	Nouveaux guéris	Nouveaux décès
00	00	00

Au cours des dernières 24 H

VACCINATION

637 730 Vaccinations incomplètes
4 197 426 Vaccinations complètes

Bilan global de la situation du Covid 19

cas confirmés	Guéris	Décès
33 151	32 332	743

dont 00 fait l'objet d'un suivi médical

MALIKILÉ | Sensibilisation

Ministère de la Santé et du Développement Social

Sommaire «

P. 11

P. 15

P. 22

UNE	Agriculture : Des efforts remarquables pour une bonne campagne agricole	P. 5
BREVES	Adoption du code minier : Bras de fer entre l'honorable Maimouna Gadjigo et le colonel Malick Diaw	P. 10
	Situation sécuritaire du centre : Une manifestation pacifique fait 1 mort à Bandiagara	P. 10
	MSPC : Renforcement de capacités des inspecteurs des services de sécurité et de protection civile	P. 11
	Entre Bamako et Paris : La tension monte à nouveau	P. 11
ACTUALITES	Intervention au Niger : Des bamakois se prononcent	P. 14
	Produits éclaircissants : Une contradiction africaine	P. 15
POLITIQUE	Sahel : Sur les chemins du désespoir	P. 20
	Adama Sangaré : ''la décentralisation en panne''	P. 22
CULTURE ET SOCIETE	Saison des pluies : Une période difficile pour les vendeurs de bidons d'eau	P. 24
INTERNATIONAL	Niger : Les Etats Unis lâchent Emmanuel Macron	P. 25
	De la diète du citoyen Ousmane Sonko	P. 28
	Jacques Chirac : "Nous avons saigné l'Afrique pendant 4 siècles et demi"	P. 29
SPORT	Présidence de la FEMAFOOT : Le camp baby prône la transparence	P. 30

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**

Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)

Email : ampikile@gmail.com

Site Web : www.malikile.com

Contacts : +223 70 44 22 23

- **Gérant :** Moctar Sow
- **Redacteur en Chef :** .....
- **Rédaction Générale :** Moctar Sow, Karamako B. KEITA, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick wogo, Maffenin Diarra, Bokoum Abdoul Momini, Binadja Doumbia, Samba Moussa LY journaliste correspondant à Dakar
- **Service Commercial :** Youssouf Diarra
- **Secrétariat :** Fatou SISSOKO

LA PENSION DE RETRAITE ANTICIPÉE POUR RAISON DE SANTÉ

Conditions d'ouverture des droits :

- Avoir accompli au moins 13 années d'assurance
- Avoir 53 ans et moins de 55 ans pour toutes les catégories
- Certificat médical attestant l'impossibilté d'exercer une activité professionnelle

INPS
Au service des assurés sociaux

Employeurs ! Faites vos déclarations et assurez leur paiement regulier à bonne date au plus tard le 15 de chaque mois afin d'éviter toutes pénalités

DIRECTION GÉNÉRALE Square Patrice Lumumba
Tél : +223 20 21 60 13 - Email : inps@inps.ml - Site web : www.inps.ml
BP 53 Bamako, République du Mali

Agriculture Des efforts remarquables pour une bonne campagne agricole

Le Ministre de l'Agriculture, Lassine Dembélé, souhaite prendre des mesures concrètes. C'est dans ce contexte qu'il s'est rendu dans la zone de la Compagnie Malienne pour le Développement du Textile (CMDT) quelques jours après sa prise de fonction. Son objectif était de constater de visu le déroulement de la campagne agricole et de rassurer les paysans de l'accompagnement sans faille des plus hautes autorités afin que le Mali puisse maintenir sa position de premier producteur de coton. Les paysans de la zone cotonnière de Koutiala étaient enthousiastes à l'idée de recevoir le ministre de l'Agriculture.

En tant que fin stratège, le ministre Dembélé a échangé directement avec les cadres de la CMDT et de la direction régionale de l'agriculture de manière informelle. Cette réunion avait pour seul objectif de faire le point sur l'avancement de la campagne agricole en cours et d'identifier les difficultés rencontrées.

Lors de son intervention, l'administrateur général de la filiale Nord Est de la Compagnie Malienne pour le Développement du Textile a souligné que les réceptions et la mise en place des intrants étaient réalisées de manière satisfaisante et largement supérieure à celles de la campagne précédente, malgré une mauvaise répartition des pluies. À la fin du mois de juillet, Koutiala a enregistré une réalisation de 204 072 hectares de coton, soit 95,81%. De plus, le rendement du maïs dé-

passe déjà les prévisions avec 165 585 hectares, soit 101,28%.

L'administrateur général de la filiale Nord Est de la CMDT a assuré que des mesures particulières ont été prises pour garantir la disponibilité des produits adéquats.

Il convient de souligner que l'État malien a consenti d'importants efforts en maintenant d'une part la subvention des intrants et d'autre part en fixant un prix d'achat incitatif pour le coton graine (295 FCFA/kg pour le premier choix). De plus, les superficies sinistrées lors de la campagne précédente ont été prises en charge par l'État.

De son côté, le directeur régional de l'agriculture a profité de cette réunion pour évoquer quelques difficultés rencontrées lors de la campagne agricole. Il s'agit notamment de l'insécurité dans les différentes communes, de la faible quantité d'engrais subventionnés, du manque de ressources humaines par rapport à l'encadrement et de l'accaparement des terres agricoles pour des habitations.

Après avoir écouté attentivement toutes ces préoccupations, le ministre a assuré qu'il en avait pris bonne note. Mieux encore, il a promis à ses interlocuteurs de répondre de manière adéquate à leurs demandes.

Dans notre pays, la zone de Koutiala est reconnue comme une zone de culture de coton par excellence. La population souhaite également faire de cette localité une référence en matière de culture céréalière. Le défi à relever consiste à industrialiser les cultures céréalières afin d'assurer une meilleure sécurité alimentaire et nutritionnelle.

Dans le respect de la tradition, le ministre de l'Agriculture, Lassine Dembélé, et sa délégation ont rendu une visite de courtoisie aux autorités religieuses et traditionnelles et ont présenté leurs condoléances à la famille Ouattara suite au décès de Barou Ouattara. Sur place, les autorités traditionnelles ont formulé des prières pour une bonne pluviométrie dans notre pays. Ensuite, les membres de la délégation ministérielle ont visité quelques champs de coton et ont prodigué des conseils aux agriculteurs.

Ibrahim Sanogo

Ministère de la Promotion de la Femme de l'Enfant et de la Famille

Le Ministre de la Promotion de la femme, de l'enfant et de la famille, Dr COULIBALY Mariam MAIGA, à reçu en audience ce mardi 15 août 2023 une délégation de ONU FEMME conduite par la Représente résidente adjointe au Mali, Mme Djeneba WANE.

Cette rencontre qui s'inscrit dans le cadre d'une prise de contact avec les partenaires techniques et financiers du département était aussi l'occasion d'échanger sur le partenariat entre les deux structures.

Tout en saluant l'engagement et l'appui constants de L'ONU FEMME dans la contribution aux efforts du Gouvernement en matière d'autonomisation des femmes, Le ministre Coulibaly Mariam Maïga a souligné l'urgence d'intensifier les activités opérationlles d'autonomisation des femmes surtout en cette période électorale.

Le ministre de la promotion de la femme de l'enfant et de la famille et la chef de la délégation de ONU FEMME ont également évoqué d'autres sujets importants notamment la formation, la sensibilisation et le renforcement du leadership des femmes pour faire face aux nombreux défis.

KAPT MEDIA

« L'UNION CAMEROUNAISE DES CLUBS AMATEURS » qui a mobilisé plus de 500 dirigeants de clubs amateurs il y a deux semaines à Yaoundé s'indigne contre le communique de la CAF

Ici on parle de la vraie association des clubs amateurs et non la nébuleuse fantasmagorique fabriquée par l'axe du mal pour briser le rêve des footballeurs camerounais.

UCCAF

UNION CAMEROUNAISE DES CLUBS AMATEURS DE FOOTBALL

Douala, le 12 août 2023

COMMUNIQUE DE PRESSE

La Confédération Africaine de Football (**CAF**) a publié sur son site internet un communiqué dans lequel elle déclare avoir reçu et pris en compte des demandes d'examen et d'enquête émanant de certains acteurs du football à l'encontre du Président **Samuel ETO'O FILS**. L'**UCCAF** exprime de sérieuses réserves tant sur la forme que sur le fond de ce document, Ainsi :

Sur la forme, la **CAF** informe l'opinion publique sous la forme d'un communiqué, et ce sans avoir préalablement notifié son membre mis en cause par des tiers, qui de toute évidence ne sont pas membres de la **CAF**.

Sur le fond, la **CAF** annonce *in fine* que des enquêtes sont en cours, sur la base des insinuations des tiers contre son membre, ce qui remet en cause les dispositions des statuts de la **CAF** qui recommandent aux membres de diriger leurs affaires en toute indépendance et de veiller à ce qu'il n'y ait aucune immixtion ou ingérence de quelque nature que ce soit de la part d'un tiers (Article 7.1.g). Or en prenant en compte des allégations des tiers sur la gestion de la **FECAFOOT**, et en les jugeant « sérieuses », la **CAF** remet en cause cette importante disposition.

La **CAF**, en tant qu'instance faitière du football africain, a le devoir de protéger ses membres par-dessus tout, et non de les fragiliser comme tel est le cas avec monsieur **Samuel ETO'O Fils** et son Comité Exécutif. Or le communiqué cite le nom de Samuel ETO'O sans nommer les plaignants qui sont ainsi protégés.

Par ailleurs, en qualifiant les accusations de sérieuses, la CAF donne un point de vue partisan, voire une orientation à ces investigations, sans avoir contradictoirement écouté la version de son membre face aux allégations de ces tiers, qui ont du reste sciemment ignoré les organes juridictionnels internes de la **FECAFOOT** pour saisir directement la **CAF**, ce qui constitue une violation des procédures internes.

L'**UCCAF** suivra avec une attention toute particulière le dénouement de cette regrettable situation, qui soit dit en passant peut constituer une véritable menace à l'ordre public au Cameroun, en même temps qu'elle renouvelle son soutien à monsieur **Samuel ETO'O Fils** et à son Comité Exécutif.

Le Président

BALOCK

MALI TV

Urgent
L'heure est grave
Sénégal debout

Mohamed Mamata Touré

Un SAGE ne se donne jamais à des scènes de malédiction mais de bénédiction
Seuls les misérables souhaitent la chute des autres

Elhaidara

Docteur Choi_Youngkil ,âgé de 69ans, Il a traduit le Coran en langue coréen pour la première fois dans l'histoire . Il lui a fallu sept (7) longues années pour terminer la traduction du saint Coran.

Et puis, il l'a ensuite soumis à la Ligue musulmane mondiale qui l'ont approuvé .

Il mérite beaucoup trop notre considération Qu'Allah le récompense.

Financial Afrik

Le bénéfice net d'Absa, groupe sud-africain de services financiers, s'est établi à 10,792 milliards de rands (environ 566 millions USD) selon les résultats publiés pour le semestre clos le 30 juin 2023, contre 10 385 millions sur les 6 premiers mois de l'année précédente. Le bénéfice par action s'est établi à 12,985 rands, contre 12,443 rands il y a un an.
#Absa #Alerte

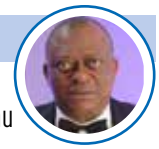
Maison Des Cinéastes du Mali

MERCI FEUE HÉLÈNE DE M'AVOIR AIDER À VEHICULER DANS MES FILMS ET SERIES LES VALEURS DE DIGNITE, DE TOLERANCE, D'HUMANITE ET DE SAGESSE QUI NE SONT RIEN D'AUTRES QUE LES NOURRITURES DE L'ESPRIT QUE NOUS DEVONS PARTAGER AVEC LES COMPAGNONS DE NOTRE TRANCHE DE VIE.
COMME HÉLÈNE, JE VOUS INVITE A PARTAGER LES VALEURS DE DIGNITE, DE TOLERANCE, D'HUMANITE ET DE SAGESSE QUE J'ENSEIGNE DANS MES FILMS ET SERIES AVEC CEUX QUI VOUS SUIVENT DANS VOTRE TRANCHE DE VIE AVEC SINCERITE EN ABANDONNANT SOUVENT LEURS PROPRES INTERETS POUR L'AMOUR DE LA PATRIE OU PAR AMITIE POUR VOUS.
DORS EN PAIX MAESTROE HÉLÈNE
Honorable Boubacar Sidibé Scénariste/Réalisateur
Administrateur des Arts et de la Culture
Président de la maison des cinéaste du Mali
Chevalier de l'Ordre National du Mali

Movaisezalaine

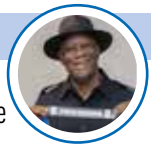
La légende du coupé décalé Molare a reçu Aïcha tremblé et le DJ Domi. Selon certaines sources il a déjà signé la petite. Vous n'avez plus en face de vous Aïcha tremblé mais plutôt Molare junior. Ça va faire fort ça se ressent. Le voyage de notre très célèbre Aïcha continue. Bientôt tu auras l'autorisation de venir faire un tour au continent

Serge Daniel



#Mali-Nord/- Bilal Ag Acherif SG du MNLA #au moment où la Minusma organise son retrait des camps qu'il occupe à l'intérieur du Mali : "Nous n'accepterons pas un nouveau déploiement des FAMA (Forces armées maliennes) dans des zones sous notre contrôle en dehors du cadre de l'APR

Mevaly Diomandé



La France a demandé à ces ressortissants de quitter le Mali et le Niger, que l'étrange ministre des AE de l'étrange gouvernement du Mali demande à ces citoyens de quitter aussi la France. Celà fait partie de la réciprocité

KONATE Malick

#Niger : Les putschistes ont prétendu que le peuple était avec eux, mais lorsque les gens ont manifesté leur désaccord et leur refus de leur action illégitime, ils ont été réprimés et matraqués. La foule s'est spontanément rassemblée le premier jour de leur tentative de déstabilisation pour dire NON au coup d'état, mais malheureusement, elle a été accueillie par des fusils. Les gens étaient nombreux et déterminés à résister à leur tentative de prise de pouvoir. Hier des personnes sont sorties dans la rue pour exiger le retour du président Bazoum ont été gazées et dispersées par les forces de l'ordre à Niamey. Il semble que la définition donnée par les putschistes du peuple est très limitée, ne s'étendant qu'à ceux qui sont d'accord avec eux. Ou quelle est la définition que les putschistes donnent du peuple ? Une partie est autorisée à manifester et l'autre est interdite . #Bèki_Takè

Gouvernement du Mali

Rencontre du Ministre de la Réconciliation, de la Paix et de la Cohésion Nationale avec les mouvements (GANDA IZO, CJA, MSA, GANDA LASSAL IZO, CPA, ACRTG) regroupés au sein de la Coordination des Mouvements de l'Inclusivité (CMI).

Dans le cadre d'une série de rencontres de concertation visant à établir un dialogue fructueux avec les entités prêtes à œuvrer de manière transparente avec les Autorités de la Transition, le Colonel Major Ismaël WAGUÉ, Ministre en charge de la réconciliation, a rencontré les représentants des Mouvements de la Coordination des Mouvements de l'Inclusivité (CMI).

Les discussions ont porté, entre autres points, sur les défis à surmonter pour favoriser une convergence entre tous les acteurs de la Paix.

L'objectif de cette rencontre est de définir une approche collective afin de relever les défis d'une paix durable et qui intègre toutes les strates de la société.

Cette série de rencontres, sous la direction du Ministre en charge de la Réconciliation Nationale, se poursuivra dans les jours à venir. Cette démarche témoigne de la détermination des plus hautes autorités de l'État à déployer les efforts et moyens nécessaires pour unir toutes les parties impliquées sincèrement dans le processus de paix et de réconciliation.

#CCOM_MRPCN

Adoption du code minier : Bras de fer entre l'honorable Maimouna Gadjigo et le colonel Malick Diaw

La session extraordinaire du CNT s'est ouverte avec une prise de bec entre le maitre des lieux et la nommée nationale de Kayes.

Le point saillant de cette reprise des classes anticipée était le code minier sur lequel il est revenu à l'honorable Assane Sidibé, aux commandes de la nouvelle commission des mines, de planter le décor des débats par des clarifications sur le texte. Sauf que lui et le ministre des mines ainsi que les membres du gouvernement seront très tôt pris de court par l'honorable Maimouna Gadjigo issue des rangs du M5. Elle insistera notamment sur le fait que les acteurs miniers en région de Kayes ne jouent pas franc-jeu et contribuent plus à la misère des populations. Une intervention en bambara aussitôt recadrée par le Colonel Malick Diaw pour qui la tribune n'était pas indiquée pour parler des préoccupations locales. Et d'inviter la kayesienne à s'exprimer en français, ce qu'elle va refuser avant de se livrer à un grand déballage. Quoique diplômée en Droit et en Santé, Maimouna Gadjigo soutient que les populations n'assimilent les sujets institutionnels que lorsqu'ils sont exprimés en bambara, surtout que plus de 80% de la population n'est pas familière à la langue du colon. Et d'ajouter qu'aucune interruption de sa prise de parole ne saurait l'intimider car elle agit au nom des populations auxquelles elle rend compte et au nom desquelles elle dénonce le confort de multinationales dans des cités aurifères dont l'électricité n'illumine pas les villages voisins où les femmes accouchent à la torche. " Le Code minier est issu des ANR où nous avons pris part. Il est donc normal que quand le ministre des mines se présente nous fassions cas de nos préoccupations. On ne dit pas tout par presse interposée car nous savons de quoi les enfants de Kayes sont capables" dira-t-elle avant d'enfoncer le clou en ajoutant que malgré cette affluence de mines, il n'existe aucune usine à Kayes alors que les écoles professionnelles locales mettent sur le marché près de 200 diplômés du secteur qui ne sont jamais recrutés. « Il est logique que l'or brille aussi pour la 1 ère région qui est la plus grande zone aurifère du Mali", a-t-elle martelé.
L'adversaire du jour de Malick Diaw rappelle en outre que les Maliens qui échouent en mer sont originaires de Kayes à 90% et insisté dans la même veine sur un chômage régional accru face auquel les 6 mines d'or officiellement déclarées ne font rien pour inverse la tendance.

I KEÏTA
Le Témoin

Situation sécuritaire du centre : Une manifestation pacifique fait 1 mort à Bandiagara

Un (1) mort et 6 autres blessées dont un grave. C'est le bilan d'une manifestation organisée pour dénoncer l'inaction des autorités face à la situation sécuritaire au centre et qui a dégénéré dans la ville de Bandiagara, le 9 août dernier. À l'appel d'un groupe local se présentant comme "

Les forces vives de Bandiagara", le cortège de manifestants est partie du Rond-point Nagabanou Tembely pour rallier le gouvernorat de la ville. Réprimée à coup de gaz lacrymogènes, la manif prend des allures provocatrices au point de contraindre les forces de l'ordre à des tirs de sommation, qui malheureusement provoquent de nombreux blessés parmi un seul ne survivra pas aux soins à l'hôpital.
Selon plusieurs sources, cet incident est survenu suite à des tirs provenant des éléments de la garde nationale devant le Gouvernorat, après que des manifestants ont répondu par des jets de cailloux au gaz lacrymogènes. Quelques jours auparavant, une attaque terroriste faisait plus de 15 morts, dans le village de Bodio situé à quelques kilomètres de Bandiagara. Dans une déclaration au lendemain de la marche, ses initiateurs expriment leur exaspération en rappelant leurs multiplies sonnettes d'alarme antérieures en ces termes : « Nous avons décrié, alerté… Nous avons fait plusieurs fois la marche, la désobéissance civile, nous avons fait des propositions de sortie de crise» dénoncé l'inaction des autorités « restées muettes et insensibles à nos demandes ». Les populations de Bandiagara disent ne pas comprendre, en effet, qu' « en pleine journée des villages proches de Bandiagara soient attaqués, incendiés, les paisibles citoyens tués et les greniers partis en fumée… » pendant qu'on se glorifie de la montée en puissance des Forces armées maliennes. Et selon des témoignages devenus virales sur les réseaux sociaux, les militaires stationnés à 15 kilomètres auraient refusé d'intervenir, quoique les populations aient prévenu de l'imminence d'une attaque djihadiste à la veille.

Amidou Keita
Le Témoin

MSPC : Renforcement de capacités des inspecteurs des services de sécurité et de protection civile

La formation sur la comptabilité matières au profit des Inspecteurs des services de sécurité et de la Protection Civile s'est tenue, le lundi 14 août 2023, au département de la Sécurité et de la Protection civile. Le Secrétaire Général du Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile, Oumar Sogoba, a présidé la cérémonie d'ouverture.

Cette formation s'inscrit dans la continuité des efforts consentis par les autorités de la Transition en matière de renforcement de capacités professionnelles des Inspecteurs des Forces de Sécurité intérieure de notre pays dans leurs missions de contrôle opérationnel et de vérification des services de sécurité et de protection civile.
Durant 5 jours, une trentaine d'Inspecteurs, en provenance non seulement de l'Inspection des Services de Sécurité et de Protection Civile, mais également des services d'inspections sectorielles de la Police Nationale, de la Protection Civile, de la Gendarmerie Nationale et de la Garde Nationale, prendra connaissance de la comptabilité matières par les responsables chargés du contrôle. Réitérant ses remerciements aux partenaires particulièrement EUCAP-Sahel et DCAF pour leur accompagnement dans l'organisation de cette activité, pour Oumar Sogoba, l'objectif recherché consiste à améliorer la gestion des services.
L'inspecteur en Chef des Services de Sécurité et de Protection Civile, le Commissaire Général de Brigade de Police Moussa Boubacar MARIKO, appréciera que l'organisation de ce séminaire vient à point nommé. Car, il va permettre aux Inspecteurs de vérifier le respect des règles de l'application de la comptabilité matières en termes de suivi des immobilisations incorporelles, corporelles et de gestion des stocks.
Pour la cheffe adjointe de la mission EUCAP-Sahel au Mali, Maja SVERDRUP, l'appui et le soutien aux services des inspections ministérielles constituent une priorité dans le mandat actuel de sa structure. Elle a déclaré que l'objectif majeur de cet appui consiste à réunir toutes les conditions stratégiques, techniques et pédagogiques indispensables pour l'efficience des services d'inspection, tant au niveau ministériel qu'au niveau des Forces de Sécurité intérieure. Enfin Maja SVERDRUP à affirmé que la Mission EUCAP-Sahel Mali continuera à soutenir et appuyer les services d'inspections tout au long de son mandat actuel à travers les formations, de conseil stratégique et de projets.
Le chargé de programmes de DCAF, Boubacar Thera, a souligné que le présent séminaire, constitue une étape de la mise en œuvre d'une série d'activités proposées par l'Inspection des Services de Sécurité et de Protection Civile dans le cadre d'un plan d'action issu de l'évaluation de la mise en œuvre des sept recommandations importantes de l'analyse diagnostique de 2016, qui devraient améliorer la performance de la structure. Il a remercié l'Inspecteur en chef de l'Inspection des Services de Sécurité et de Protection Civile pour sa collaboration dans le cadre de cette initiative à laquelle le DCAF accorde une importance capitale.
Pour conclure M. Thera, a remercié le Royaume des Pays-Bas et la République Fédérale d'Allemagne, pour l'assistance financière.
1ère Cl Amadou Moussa Coulibaly

FAMA

Entre Bamako et Paris : La tension monte à nouveau

Le mercure est monté d'un cran, la semaine dernière, dans les relations entre le mali et l'ex-puissance coloniale. Le nouveau malaise fait suite à la suspension de la délivrance de visas aux ressortissants maliens, après le placement du Mali, y compris la capitale Bamako, en zone rouge, « formellement déconseillée » aux voyageurs.

Jusqu'à nouvel ordre, en clair, les services de l'ambassade de France à Bamako ne délivrent plus de visas. Le Mali, à travers son département ministériel des Affaires étrangères, se disant surpris d'avoir appris le classement de tout son pays en zone rouge, a décidé à son tour de suspendre la délivrance de visas par les services consulaires maliens à Paris, en vertu du «principe de réciprocité».
En attendant un dénouement peu plausible, tous les regards sont tournés vers les sans-papiers maliens de l'Hexagone. Il s'agit de milliers de jeunes concitoyens ayant tout abandonné au bercail pour aller échouer derrière l'océan. La question est maintenant de savoir si toutefois les autorités françaises ne vont pas procéder à leur expulsion. Et aux yeux des observateurs avisés, ces Maliens qui n'ont ni papiers ni travail, pourraient payer les frais de la décision le Mali à vouloir répondre coup par coup à un pays où il y a moins de 4 ans il courbait l'échine sans qu'on le lui demande.

Amidou Keita
Le Témoin

Barton Hall

Un séjour linguistique en résidence tout en s'amusant avec des activités sportives et FUN au programme !

REGION D'ACCUEIL:

Le séjour aura lieu à **Barton Hall** près de la ville de Torquay, dans le Devon, comté du sud-ouest de l'Angleterre, encadré par les Cornouailles à l'ouest et le Dorset à l'est, surnommé la « Riviera » anglaise avec son climat privilégié et doux.

CENTRE & HEBERGEMENT:

Le centre offre un espace extérieur de 19 hectares de parc comprenant une zone d'activité couverte, une piscine extérieure chauffée et un lac. Il est doté d'installations intérieures et extérieures avec de grands espaces en plein air offrant un exceptionnel panel d'aventure et d'activités notamment pour les sports nautiques et aquatiques.
Les jeunes sont logés en chambres de 4 à 6 lits. Toutes les chambres disposent d'une douche et toilettes privatifs. Les petits déjeuners anglais et continentaux, et deux repas chauds par jour, sont pris dans le restaurant self-service du centre.

COURS ET ATELIERS:

24 heures de cours d'anglais
Accent sur la communication pour aider les jeunes à maîtriser en anglais des situations réelles. Les cours sont dispensés par des professeurs anglophones qualifiés. Un test en début de séjour permet d'évaluer les connaissances des jeunes et de les répartir en groupes de niveau.

ANGLAIS & MULTI-ACTIVITÉS

Cours de langue: maximum 15 élèves par classe
Activités: grand choix parmi la liste ci-dessous

LOISIRS:

- Des demi-journées d'activités sportives et culturelles
- Des soirées animées.

Activités possibles sélectionnées parmi la liste ci dessous.
Descente en rappel – Aeroball – Aquafun – Tir à l'arc – Canoë – Parcours du Combattant – Escalade – Promenade en bord de mer – Sentiers naturels et maritimes – Escrime – Balançoire géante – Accrobranche – Echelle de Jacob – VTT – Course d'orientation – Résolution d'énigmes en équipe – Construction de Radeaux – Exercices de Survie en nature – Trapèze – Vertical challenge – Tyrolienne

Tous les soirs nos équipes proposent un programme de divertissements composé de jeux, quiz et activités de détente ou divertissantes encourageant les jeunes à faire preuve de créativité. Les veillées seront choisies et adaptées aux besoins de chaque groupe de jeunes.
2 excursions d'une journée + 2 excursions d'une demi-journée.
Excursions possibles: Dartmouth – Torquay – le parc national de Dartmoor – etc.

ENCADREMENT:

Conforme aux normes Jeunesse et Sports. Equipe d'animation française et britanniques et notre Directeur de centre.

VOYAGE: Le client organise le voyage en avion au centre

Ayant beaucoup de demandes pour ce séjour, notre centre se remplit très rapidement, nous pouvons être amenés à utiliser un autre centre offrant des prestations similaires.
Les activités proposées ne sont pas contractuelles. Elles sont indiquées à titre d'exemple selon les disponibilités sur place. Toute activité ne pouvant avoir lieu serait remplacée par une activité équivalente.

Dates
Séjours 2023
Du 1er au 14 Août
ou
Du 14 au 27 Août

Tarifs :
2 000 000 FCFA
Frais d'Inscription :
300 000 FCFA

Séjour Exceptionnel à Dakar pour les formalités de visas en Juillet 2023

Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite (OCLEI)

Lutte contre la corruption : **Quels sont les rôles et attributions de l'OCLEI ?**

L'ordonnance n° 2015 – 032 P-RM du 23 septembre 2015, portant création de l'office centrale de lutte contre l'enrichissement illicite en ses articles 4, 6 et 7, définit les missions et attributions de l'OCLEI.

Article 4: L'Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite a pour mission de mettre en œuvre l'ensemble des mesures de prévention, de contrôle et de lutte envisagées au plan national, sous régional, régional et international contre l'enrichissement illicite.

A ce titre, il est chargé :

- d'assurer, dans le respect des compétences propres à chacune des structures concernées, une coopération efficace et la concertation des autorités nationales, directement ou indirectement concernées par la lutte contre l'enrichissement illicite ;
- de prendre communication des déclarations de biens aux fins d'exploitation ;
- de recevoir également toutes autres informations utiles nécessaires à l'accomplissement de sa mission, notamment celles communiquées par les organes de contrôle et d'inspection ainsi que les officiers de police judiciaire ;
- de demander aux assujettis ainsi qu'à toute autre personne physique ou morale, la communication des informations détenues par eux et susceptibles d'enrichir les éléments justifiant la saisine des autorités judiciaires compétentes ;
- d'effectuer ou de faire effectuer des études périodiques sur l'évolution des techniques utilisées aux fins d'enrichissement illicite ;
- de centraliser les informations nécessaires à la détection et à la prévention des faits d'enrichissement illicite ;
- d'animer et de coordonner, en tant que de besoin, aux niveaux national et international, les moyens d'investigations dont disposent les administrations ou services pour la recherche des infractions induisant des obligations de déclaration ;
- d'émettre un avis sur la mise en œuvre de la politique de l'Etat en matière de lutte contre l'enrichissement illicite et de proposer toutes réformes nécessaires au renforcement de l'efficacité de la lutte contre l'enrichissement illicite ;
- de susciter et de promouvoir au sein des institutions et des organismes publics et parapublics des mécanismes destinés à prévenir, détecter et faire réprimer l'enrichissement illicite ;
- d'évaluer périodiquement l'impact des stratégies et les performances atteintes ;
- de recommander toutes réformes, législative, réglementaire ou administrative, tendant à promouvoir la bonne gouvernance, y compris dans les transactions commerciales internationales ;
- de recevoir les réclamations, dénonciations et plaintes des personnes physiques ou morales se rapportant à des faits d'enrichissements illicites;

Article 6 : Il entretient des relations de coopération avec les organismes nationaux et internationaux similaires intervenant dans le domaine de la lutte contre l'enrichissement illicite.

Article 7 : L'Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite adresse un rapport annuel d'évaluation des activités liées à la prévention et à la répression de l'enrichissement illicite au Président de la République.

Intervention au Niger : Des bamakois se prononcent

Lundi dernier, une délégation officielle conjointe mali-Burkina Faso s'est rendue à Niamey pour apporter leur soutien au Niger. Le Mali et le Burkina ont même manifesté leur disponibilité à envoyer des troupes à Niamey en prévision d'une éventuelle intervention militaire annoncée par la CEDEAO. Suite à cette décision des autorités de la transition malienne, nous avons sillonné la ville de Bamako afin de recueillir les avis de la population.

Moussa Diaby affiche son accord pour une intervention militaire et plaide néanmoins pour la négociation au préalable. «Ils me doivent tout mettre en œuvre afin de résoudre cette situation de façon pacifique. Si cette solution n'aboutissait pas et au cas où la CEDEAO choisirait le recours à une intervention militaire je crois qu'il est de notre devoir de soutenir le Niger. L'Afrique est fatiguée de cette ingérence. Si la guerre est le seul moyen de retrouver sa souveraineté, alors qu'on le fasse», a martèle notre interlocuteur en relevant toutefois qu'une solution négociée s'impose par le fait que nous n'avons pas encore fini avec la lutte contre le terrorisme sur notre territoire et la nécessaire conservation de nos effectifs pour les besoins nationaux.

Pour Mohamed Diarra, en revanche, ce conflit est inévitable. «Que l'affrontement entre nos pays et La CEDEAO se fasse une bonne fois pour toutes, trop c'est trop. Il n'est plus question de négociation parce que si l'on reste passif la zone des 3 frontières serait fortement vulnérable alors là il serait plus question du Niger, nous allons tous payer les pots cassés et les terroristes vont gagner de plus en plus de terrain. Ce qui serait une catastrophe pour nous», explique-t-il. Abondant dans le même sens, Aboubacar Bamadio estime pour sa part que la CEDEAO n'a plus sa raison d'être. «S'il ne tient qu'à moi nous devons d'abord dissoudre la CEDEAO. Ils veulent faire une intervention militaire contre le Niger au nom de quoi ? Pas la démocratie quand même, du moment que la Transition est soutenue par le peuple nigérien, je ne vois pas l'intérêt», a-t-il confié en s'interrogeant sur la passivité de la CEDEAO aux manipulations de constitution pour un troisième mandat. Et de soutenir au passage que la démocratie n'est pas faite «pour nous africains car elle est instrumentalisée par les occidentaux pour leurs intérêts». Quant à l'envoi de militaires CEDEAO au Niger, il estime que les autorités de transition du Burkina et du Mali ont le devoir de lier la parole à l'acte en y répondant par l'envoi de troupes en soutien au Niger. «Si le Niger est touché c'est le Mali qui est touché et c'est le Burkina Faso qui est touché également», a-t-il argumenté. Même son de cloche du côté de Cheick Traoré : «Je pense qu'ils ont pris une très bonne décision et je suppose que si le Niger a un problème c'est comme si le Mali avait un problème. Il est de notre devoir, nous peuples maliens, de soutenir nos autorités de la Transition sur cette lancée parce que en cas de conflit au Niger l'envoi de troupes là-bas est une manière pour nous de nous protéger contre les répercussions que pourrait engendrer cette intervention de la CEDEAO».

Aly Poudiougou
Le Témoin

Produits éclaircissants : Une contradiction africaine

Le plus grand secret du bonheur, c'est d'être bien avec soi » Fontenelle Dans les villes, ce phénomène est entré dans les mœurs et parfois les femmes qui n'y ont pas recours sont presque devenues l'exception. Certains hommes aussi s'y sont mis même si à vue d'œil, cela reste tout de même marginal en Afrique de l'Ouest.

Les raisons sont multiples mais celles qui viennent spontanément relèvent du complexe physique, de la perception de la beauté, du phénomène de mode et de l'ignorance.

Il est parfois indiqué que c'est la faute des hommes, qui si souvent associent la beauté à ce qui est clair, qui se retournent davantage sur les dames claires au nez droit que sur les femmes couleur ébène et au nez plus évasé.

Il revient aussi souvent, dans le fond de nos croyances, dans les mystères des cauris, que la réussite d'un homme tiendrait du type de femme qu'il épouserait ; et ce type est bien plus souvent clair que noir.

Tout y participe, en fin de compte, à faire croire aux femmes qu'elles sont plus belles claires que noires ; qu'elles sont plus sexy claires que noires ; que leur attrait tient plus à leur teint qu'à tout autre critère.

Même nos grandes stars n'y ont pas échappé, à commencer par le plus célèbre d'entre eux : Michael Jackson. La pop star Dencia a lancé avec succès la crème Whitenicious qui selon sa promotrice éclaircit mais ne décolore pas. Cette culture est si ancrée que même les spots publicitaires sur les produits de beauté mais pas seulement, se focalisent encore et toujours sur ces femmes à la peau claire accentuant la croyance et impactant les mentalités de tant de femmes.

Face à tant de préjugés, de croyances, de stéréotypes disséminés, les produits éclaircissants sont entrés dans la norme. Et ni les informations sur leurs effets à plusieurs égards dévastateurs, ni le socle social qu'est la famille en terre africaine, ni les hommes, principaux « consommateurs », ni un état assailli par mille et un problèmes ne parviennent à stopper la déferlante éclaircissante sur le monde féminin ouest africain.

Et pourtant, il y a de quoi, c'est une urgence sanitaire, une question de santé publique et je dirais même une question philosophique. Toutefois, la question n'est plus seulement sanitaire et philosophique, elle est aussi économique. Une véritable industrie est née de ce besoin créé, entretenu et devenu une impérieuse nécessité pour une majorité de femmes citadines.

1. Quelques constats et chiffres sur ce phénomène de société

« La dépigmentation, par définition, est comme la décoloration. C'est-à-dire essayer de changer la couleur de la peau. Par exemple, les peaux noires qui cherchent à blanchir leurs peaux. Les blanches aussi pour faire bronzer la leur. C'est ça qu'on appelle la dépigmentation ». La dépigmentation détruit la mélanine (pigment brun/noir qui donne sa couleur à la peau) qui nous protège contre les rayonnements solaires et favorise toutes les maladies de la peau et d'autres maladies (dermatophytie, Acné, hypertension artérielle, le diabète, même le cancer de la peau). Très souvent, les maladies liées à la dépigmentation font apparaitre des tâches sur les corps. Il s'agit de « l'ocronose » provoquée par les crèmes utilisées sur le corps ; les zones décolletées, c'est-à-dire les zones qui ne sont pas couvertes par l'habillement, deviennent noires. En général, c'est au niveau des côtes, des visages, le haut du dos, au niveau du bras ;

• Une enquête journalistique a indiqué que non seulement de nombreuses femmes sont friandes des produits dépigmentant la peau mais parfois sous les incitations et encouragements de leurs conjoints qui vont parfois jusqu'à les devancer dans le choix des produits ;

• La plupart de ces produits sont importés engendrant une double peine pour la société : économique et sociale ;

• Les mélanges sont légion sans préjudice des conséquences sanitaires au service de la Beauté reine ;

• De nombreux produits éclaircissants contiennent de l'hydroquinone qui provoque les boutons sur les visages, affaiblit la peau et détruit les mélanines. A long terme, les produits éclaircissants entrainent « le tricône » avec des parties du corps plus foncées que d'autres, de la vergeture, des maladies comme atteinte rénale, le diabète, etc. Ils peuvent même développer chez certains l'hypertension artérielle à long terme. L'utilisation des produits éclaircissants peut entrainer la perte de la vue car certains des produits contiennent des corticoïdes qui ont des effets très néfastes sur les yeux. Les produits éclaircissants contenant du mercure sont dangereux pour la santé ".

• Des produits éclaircissants vendus à la pharmacie ont pour but très souvent de lutter contre une maladie de la peau nommée « essaimage », contre les allergies cutanées pour casser un peu l'inflammation. Certaines crèmes blanchissantes peuvent être utiles pour soigner certaines affections comme le Mélasme, mais elles doivent être prescrites et surveillées de près par un dermatologue, sinon elles peuvent être dangereuses "

• L'abandon de la pratique a pour consé-

quence le noircissement de la peau et le traitement est long (plusieurs mois) ;

• Selon l'Organisation mondiale de la santé, quatre femmes africaines sur dix utilisent des produits éclaircissants pour la peau. En Afrique, le Nigeria arrive en tête de liste avec 77% des femmes utilisant des produits éclaircissants pour la peau, viennent ensuite le Togo (59 %) et l'Afrique du Sud (35 %). Mais l'Afrique n'est pas seule concernée, deux femmes sur cinq utilisent les produits éclaircissants en Chine et 3/5 en Inde ;

• L'industrie mondiale de l'éclaircissement de la peau pèse 4,8 milliards de dollars en 2017 et elle devrait presque doubler pour atteindre 8,9 milliards de dollars en 2027 ; La demande provient principalement des consommateurs de la classe moyenne en Asie et en Afrique.

• Les produits éclaircissants comprennent une gamme de produits tels que savons, crèmes, gommages, comprimés et même des injections conçues pour ralentir la production de mélanine, tous incroyablement populaires ;

• Certaines femmes au Ghana prenaient une pilule éclaircissante contenant l'antioxydant glutathion dans l'espoir qu'elle éclaircirait la peau de leur enfant à naître dans l'utérus.

• L'Afrique du Sud a la législation parmi les plus sévères contre les produits éclaircissants. La Gambie, la Côte d'Ivoire et le Rwanda ont tous interdit les produits éclaircissants contenant de l'hydroquinone, qui réduit la production de mélanine, mais peut aussi causer des dommages cutanés permanents. Au Burkina Faso, les publicités flattant les produits éclaircissants sont interdites depuis 2006. Depuis 2006, la République démocratique du Congo interdit la fabrication, la commercialisation et l'utilisation des produits décapants

• "les produits contenant du mercure sont encore fabriqués en Chine, en République dominicaine, au Liban, au Mexique, au Pakistan, aux Philippines, en Thaïlande et aux États-Unis". L'UE et de nombreux pays africains ont interdit les produits de soins de la peau contenant ce métal.

• Les principaux effets néfastes du mercure inorganique contenu dans les savons et crèmes éclaircissants pour la peau sont: lésions rénales, Éruptions cutanées, décoloration de la peau et cicatrices, Capacité réduite à résister aux infections bactériennes et fongiques, anxiété, dépression ou psychose et neuropathie périphérique.

• De nombreux projets existent de par le monde pour combattre les stéréotypes sur la peau noire :

- Dark is beautiful' est l'une de ces initiatives qui encourage les femmes indiennes à éviter les produits de blanchiment de la peau ;

- Les organisateurs de l'équivalent pakistanais d' UnFair & Lovely font passer le message "Il n'est pas nécessaire d'avoir la peau claire pour être belle".

- Le projet Beautywell aux États-Unis vise à mettre fin aux pratiques d'éclaircissement de la peau et à l'exposition aux produits chimiques parmi la communauté migrante somalienne.

- la campagne "S'aimer au naturel" initiée depuis 2021 par le site d'information myafricainfos.com et Pensées Noires Magazine.

- Selon le Journal International de Dermatologie sur la dépigmentation en Afrique, le taux de prévalence de la dépigmentation en Afrique était de 27% en 2018.

- Les produits dépigmentants pour adultes contiennent souvent des substances toxiques : l'hydroquinone, le clobétasol, les dérivés de mercure, de l'acide kojique et du glutathion.

- L'offensive contre les produits éclaircissants lancée par le gouvernement rwandais continue à alimenter le débat dans le pays. De nombreux utilisateurs estiment que les autorités n'ont pas le droit d'imposer leur vision du monde quelles que soient leurs raisons. "Je suis très triste de que ces produits sont interdits. Nous allons juste utiliser ce qui est disponible ici. Mais les gens qui ont pris cette décision doivent savoir que ces produits permettent aux femmes de bien se sentir".

- La Melanin Foundation, est une organisation non gouvernementale basée à Genève qui lutte contre le blanchiment de la peau.

- Le mercure est considéré par l'OMS comme l'un des dix produits chimiques ou groupes de produits chimiques extrêmement préoccupants pour la santé publique. Il peut notamment entraîner des cancers de la peau.

2. Ces idées qui militent pour l'éclaircissement

• La perception de la beauté

C'est davantage la qualité de la peau, les éléments du corps qui en font sa beauté plutôt que sa couleur et plus que cela c'est davantage le regard que vous portez sur vous-même qui vous fait rayonner.

Il est vrai que dans le monde d'aujourd'hui le blanc est devenu la symbolique de la beauté, une star adepte des produits éclaircissants disait qu'une femme se marie en blanc et comme disait Mohamed Ali, énormément de choses positives sont blanches et ce qui est négatif noir. Mais on ne peut reprocher aux gens de couleur blanche de faire leur propre promotion, en revanche on peut reprocher aux gens de couleur noire de ne pas faire plus souvent leur propre promotion.

Au fond, c'est une question d'état d'esprit, c'est une question de caractère, c'est une question d'éducation et d'où que l'on soit dans le monde, et quelque soit sa couleur et celle qu'on se serait donné, vous serez toujours seul et désorienté si vous ne vous entendez pas avec vous-même. Comme disait Eleanor Rossevelt « Personne ne peut vous sentir inférieur sans votre consentement ».

• Le complexe physique

Peut-être devrions nous, hommes et femmes africains, reléguer davantage au second plan notre humilité parfois contre-productive et célébrer plus souvent, plus constamment, dans la durée la beauté de la femme noire à l'instar du poété et homme d'Etat Senghor.

Peut être devrions nous faire comprendre à toute cette jeunesse africaine à quel point il est important pour un peuple qui a tant souffert de la couleur de sa peau, de ne pas au final donner raison à ceux qui nous tenaient en si petite estime par notre différence.

Peut-être est-il utile de rappeler à toutes ces personnes pour qui l'éclaircissement est une solution à leur bien-être, de se préoccuper davantage de leur caractère que de leur apparence. Car dans la durée, l'un se flétrit inexorablement et l'autre vous rend plus fort.

Peut-être devrions nous multiplier les modèles qui nous ressemblent et démystifier progressivement ce qui leur sert d'exemple.

Peut-être qu'au bout du bout, devrions- nous leur dire qu'il y a en chacune et chacun d'eux davantage de choses à aimer qu'à détester.

• La mode

Comme la mode, la beauté a deux caractéristiques principales : son côté éphémère et sa dimension superficielle. Evidemment, cela ne lui enlève en rien son intensité et son moment de gloire.

S'éclaircir la peau est devenue une mode dans nos pays, même s'il est vrai qu'elle davantage un phénomène citadin que rural. En revanche, elle sévit dans toutes les classes sociales, la différence étant parfois la qualité des produits utilisés (poids du porte-monnaie).

Mais ce phénomène de mode n'a pas le succès du modèle qu'il souhaite imiter, plusieurs tentatives d'éclaircissement n'apportent pas l'apaisement et l'épanouissement souhaités. De nombreuses femmes voient leur peau devenir multicolore sur la zone où le produit a été appliqué, alors que d'autres voient apparaître des vergetures, de l'acné, ou une atrophie.

• L'ignorance

Combien de personnes savent à quoi elles s'exposent par l'utilisation abusive de produits éclaircissants ? combien de personnes s'intéressent à la composition des produits qu'elles utilisent ? combien de personnes s'intéressent consultent un dermatologue avant de démarrer un traitement blanchissant ? Un nombre infime comparativement au nombre d'utilisateurs. Dans ce domaine,

comme dans tant d'autres, l'ignorance est la mère de tous les maux.

• Recherche de conjoint/Regard du conjoint

Si votre conjoint veut que vous ressemblez à quelqu'un d'autre pour vous aimer, s'il vous donne des complexes sur votre couleur, si vous ne vous sentez pas désirée en raison de votre peau noire ébène ou whatever, vous ferez mieux dare dare et sans délai de prendre vos jambes à votre cou et vous sortir de cette malsaine situation.

Si vous pensez que vous ne pouvez conquérir un cœur sans blanchir votre peau, que le regard de l'autre détermine votre confiance en soi, que le monde appartient à ceux ou celles qui sont clairs, alors vous devez d'abord apprendre à croire en vous-même. Et quand vous y arriverez, vous saurez que vous n'avez nul besoin de convaincre les autres, de leur approbation car vous serez certainement accepté pour ce que vous êtes et non pour ce que les autres voudraient que vous soyez.

3. Propositions pour lutter contre les conséquences des crèmes éclaircissantes

• Intégrer la lutte contre les conséquences des produits éclaircissants comme un problème de santé publique

• Démarrer une campagne de sensibilisation dans toutes les villes du Mali sur les conséquences des produits éclaircissants notamment à travers les médias populaires (radio, télé, réseaux sociaux et affichages, organisations nationales telles que CAFO)

• Réglementer la publicité et notamment celle des produits de beauté pour mettre en valeur la diversité des couleurs de peau

• Interdire les produits éclaircissants nocifs à la santé avec le concours des organismes et organisations nationales et internationales (Ordre des médecins, OMS...)

• Fiscaliser fortement comme le tabac les produits éclaircissants

• Créer une brigade d'investigation pour détecter et combattre les produits éclaircissants sur le marché noir

• Créer et/ou renforcer des émissions de santé sur les radios et télévisions publiques pour parler des conséquences des produits nocifs à la santé y compris les produits éclaircissants

• Renforcer le contrôle au niveau des frontières pour contrôler l'entrée des produits de beauté ou éclaircissants

• Faire la promotion des produits naturels ou pharmaceutiques nourrissant ou alimentant la peau

• Investir dans la recherche pour les maladies de la peau

• Créer un centre d'appel et un cadre médical pour lutter contre les effets des produits éclaircissants

« Il vaut mieux se faire détester pour ce que l'on est que de se faire aimer pour ce que l'on est pas »

André GIDE

Aidez-nous à lutter contre le Terrorisme Contactez le Centre d'appel « DÈMÉSO »
APPEL GRATUIT
80001120
80001122
+223 98-17-36-45
+223 98-17-36-75
STOP A L'INSECURITE
F A Ma
FORCES ARMEES MALIENNES
HALTE AU TERRORISME AU MALI

Sahel : Sur les chemins du désespoir

Un drame humain se joue en continu depuis des années dans le monde et particulièrement au Sahel et à ce jour les réponses apportées sont pour le moins inappropriées et assurément inefficaces.

Partout au Sahel, le nombre de candidats à l'émigration ne cesse de croitre, et les drames se multiplient sous le regard quasi impuissant du monde et particulièrement de ceux qui nous dirigent. Alors que la quasi-totalité des pays dans le monde adhérent à la déclaration universelle des droits de l'homme, l'existence de « marché aux migrants » et la pratique tendant à devenir récurrente consistant à « jeter » aux confins du désert sans eau ni nourriture des êtres humains désespérés constituent le summum de l'horreur et la négation des immenses progrès accomplis depuis maintenant des siècles par l'homme.

Quelques chiffres et faits actuels sur ce scandale de notre siècle et qui interpelle chacun de nous et plus fortement encore chacun de nos dirigeants :

• Près de 290 enfants ont péri au cours du 1er semestre 2023 en essayant de traverser la méditerranée, un chiffre deux fois plus élevé qu'en 2022 et près de 12 000 enfants ont fait la traversée ;

• Pour les candidats à la migration partant du Sahel, les pays du Maghreb que sont le Maroc, la Tunisie et la Libye deviennent des verrous de plus en plus risqués et de plus en plus meurtriers comme en témoignent les tragédies survenues ces dernières années (23 migrants tués au Maroc en 2022, des migrantes régulièrement violées en Libye et certains systématiquement torturés, juin 2023 plus de 24 migrants ont perdu la vie dans le désert en Tunisie et ...)

• Enfin, les nouveaux marchés aux esclaves, que nous croyons enfouis dans les ténèbres du passé, continuent à exister dans ce monde du 21è siècle.

Depuis 2018, a été signé le Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières par 162 pays dans le monde dans lequel figure près de 120.000 personnes ont débarqué depuis début 2023 en Europe via la Méditerranée, soit environ 24 personnes chaque heure de janvier à juillet 2023.

Près de 1800 personnes sont mortes ou portées disparues depuis janvier 2023 des centaines de migrants illégaux ont été expulsés puis abandonnés dans le désert la coopération pour éviter les décès au cours des trajets migratoires et sauver des vies en mer et ailleurs, le renforcement de la lutte contre le trafic de migrants et la traite des êtres humains et la lutte contre la migration irrégulière.

C'est une avancée même si le pacte n'est pas juridiquement contraignant.

En dépit de cette tragédie humaine, les voix des organisations régionales, continentales africaines se font peu entendre et les voix des pays sont encore plus faibles. Sommes-nous donc condamnés à être d'éternelles victimes de par le monde ? Sans aucun doute, ces types de migrants sont de ceux dont la voix porte le moins dans le monde malgré une médiatisation sans précédent de ces dernières années. Un silence assourdissant troublé par quelques indignations d'ONG, des alertes médiatiques et des rapports bien documentés, règne pourtant dans la sphère dirigeante. Il ne faut alors guère s'étonner de la forte indifférence des peuples aux beaux concepts et belles théories sur les droits de l'homme, la démocratie et tous ces beaux espoirs parsemés tout au long de l'histoire mais qui sonnent si creux aux oreilles de la majorité des populations.

Il convient dès lors que des mesures fortes soient prises par nos pays, par les organisations régionales et sous régionales, par les pays de transit et d' « accueil ».

Au niveau national, on pourrait commencer par des mesures de prévention à travers une campagne de communication et d'information plus vigoureuse, continue et fondée sur des exemples vécus et documentés à l'endroit des potentiels candidats à la migration par des moyens les plus utilisés et les plus accessibles sur les risques de la migration : des périls divers et variés des routes de la migration aux faux espoirs suscités par les pays d'accueil, de l'exploitation de l'espoir de la jeunesse par les vendeurs de morts aux drames humains quotidiens vécus dans les pays de transit.

La seconde mesure devrait viser le renforcement significatif des services en charge de la lutte contre ce type de migration et le renforcement du dispositif juridique pour sévir encore plus sévèrement contre la longue liste des intermédiaires sévissant sur ces chemins du désespoir.

La troisième mesure, de loin la plus difficile mais la plus incontournable est d'ériger ces zones d'émigration à l'instar des zones qui attirent le plus de candidats au terrorisme comme zones prioritaires de développement. La solution à long terme contre ce fléau passe incontestablement par l'Economie par la mise en œuvre de grands projets structurants à même de changer la donne sur le terrain avec comme préalable évidemment la stabilité politique. Il s'agira outre l'accroissement de l'effort national en terme budgétaire, de mieux orienter et cadrer ces multiples projets de développement des pays occidentaux dont l'objectif ultime est de freiner l'émigration de notre jeunesse.

La quatrième mesure d'ordre diplomatique est de développer en lien avec les pays de transit, essentiellement les pays du Maghreb, un partenariat sur la question de la migration qui prendrait en compte nos préoccupations réciproques et les modalités de notre collaboration y compris dans les cas ou nos ressortissants seraient pris dans les filets des services de sécurité de ces pays. L'autre volet de cette offensive diplomatique viserait à rendre juridiquement contraignant le pacte mondial sur les migrations par un effort de lobbying conjugué des pays du sahel.

Dans le même ordre d'idées, il appartient aux pays de faire entendre leur voix au sein des organisations régionales et africaines pour que cette question de la migration et des drames qu'elle charrie soit au cœur des préoccupations de ces institutions.

Enfin, il conviendrait que l'on sorte du tête-à- tête pays de transit et pays d'accueil et que la coopération soit désormais trilatérale au lieu d'être bilatérale. Comme on dit dans notre pays, il est temps qu'on arrête de raser la tête d'une personne en son absence. Ce changement d'orientation est davantage du ressort de la CEDEAO voire de l'Union Africaine que des pays pris isolément.

La politique de l'autruche pratiquée actuellement par toutes les parties doit cesser, un problème enfoui ne disparaît pas, il grossit et sa résolution se complexifie avec son ampleur.

Le Sahel qui peine à contrôler ses routes et cette dynamique migratoire meurtrière et se retrouve trop souvent à venir ramasser ses morts, le Maghreb qui récolte les appuis des partenaires européens et passe par pertes et profits ses liens géographiques et historiques avec les pays au sud du Sahara, l'Europe qui, au final, accepte que la fin justifie les moyens et considère ces drames humains comme des dégâts collatéraux d'une stratégie d'arrêt de la migration irrégulière. Cette tragédie n'est qu'une prémisse de ce qui se démontre chaque jour dans notre monde d'aujourd'hui : Gagner ensemble ou périr ensemble.

Ces faits quasi quotidiens se poursuivent sous nos yeux et cette fois, personne ne pourra dire « Nous ne savions pas ». Quelqu'un disait que le degré de civilisation d'un peuple se mesure à la façon dont il traite les plus faibles. Après des milliers de siècles d'histoire et de leçons tirées, tâchons d'être à la hauteur de notre espoir de civilisation !

Moussa MARA

Adama Sangaré : ''la décentralisation en panne''

Présidant la séance de restitution du compte administratif de l'exercice 2022 de la mairie du district de Bamako, le maire Adama Sangare a déploré le vendredi 11 août la faible volonté du pouvoir dans la mise en œuvre de la décentralisation.

Cet exercice démocratique de redevabilité s'est déroulé en présence des responsables des services de la mairie qui répondaient, outre le compte administratif, aux préoccupations de leurs partenaires, dont les commerçants, des transporteurs, des membres des associations de la société civiles...

Le représentant de la direction des finances et du matériel, Issa BALLO, l'inspecteur des finances locales, après les mots de bienvenue du maire, a présenté le compte administratif 2022 de l'hôtel de ville. Dans ce document comptable, les recettes et les dépenses sont chiffrées à plus de 76 milliards de FCFA. L'exécution de cette prévision est estimée à 62,63% pour un montant de plus de 48 milliards de FCFA répartit comme suit : dépense de fonctionnement 68,28% et dépenses d'investissement 17,49%).

Les recettes du budget proviennent essentiellement des activités prévues par la loi. A cet effet, dans la rubrique des recettes fiscales, sur une prévision de plus de 8 milliards de FCFA, la mairie a pu mobiliser plus de 7 milliards de FCFA soit un taux d'exécution de 87,09%. Elles proviennent du paiement des impôts directs, des impôts liés à l'activité comme les patentes, licences, taxes sur les charrettes, taxes d'embarcations).

Contrairement aux recettes fiscales, les services de mobilisation de ressources financières de la mairie n'ont pas pu atteindre la barre des 50% pour ce qui concerne les recettes non fiscales. Sur une prévision de plus de 3 milliards, seulement plus d'un milliard a été mobilisé soit un taux d'exécution de 40,51%. Ces recettes sont issues du paiement de droit de place sur les marchés, droit de stationnement et d'occupation de la voie publique, le permis d'occuper, loyers des magasins.

En outre, le transfert des ressources de l'État aux collectivités, subvention de fonctionnement, n'est pas à ce jour entièrement effectif. Dans cette rubrique, sur une projection de plus de 55 milliards de FCFA, la part de l'État mobilisée est de plus de 37 milliards de FCFA soit un taux d'exécution de 66,95%.

Les contraintes liées à la mobilisation des fonds

De façon générale, M. BALLO a expliqué la timide mobilisation des ressources par notamment les effets persistants de la crise politique, sécuritaire et sanitaire. Également, la Mairie endosse ce résultat au faible taux de mobilisation des tarifs locatifs des magasins, des équipements marchands, à l'incendie des équipements marchands du marché Rose, l'incivisme des contribuables, la lourde charge financière attribuée à la mairie dans le cadre de l'assainissement de la ville. S'y ajoutent enfin l'absence de subvention de l'État en faveur de la mairie du District dans le domaine de l'assainissement, les difficultés liées à la maitrise de l'assiette fiscale et le déguerpissement des contribuables dans les alentours des immeubles du Marché Rose.

En termes de recommandations pour améliorer la gestion financière, la direction des finances et du matériel sollicite l'inscription d'une subvention de l'État afin d'alléger la lourde charge de la Mairie dans l'assainissement, l'entretien des ouvrages et des infrastructures. Aussi, il a été recommandé à l'État de reconstruire le marché Rose, les halles des légumes, le marché Dossolo Traoré, de renforcer le dispositif de recouvrement de recettes à tous les niveaux et d'équiper de façon adéquate les services urbains de voirie et d'assainissement.

Cette présentation a été suivie de discussions avec les participants à cet exercice. Les préoccupations soulevées avaient trait à l'assainissement, à la mobilité, à la faible mobilisation des recettes, entre autres.

En répondant aux questions, le maire Adama SANGARE a précisé que les 2/3 du budget de la mairie constituaient le montant de l'État transféré aux collectivités.

« C'est un jeu d'écriture, l'argent destiné à la prise en charge de l'école et la santé passe

seulement dans notre compte. On ne voit pas même ses couleurs. Or, dans le cadre de la décentralisation, cela n'est pas normal. L'argent et les ressources humaines doivent relever des collectivités », a dénoncé M. SANGARE.

Sur l'épineuse question de l'assainissement, en dépit de la volonté affichée des autorités de la transition, il a affirmé que durant toute l'année, la mairie n'a bénéficié aucun fonds en lien avec la salubrité. Et malgré les maigres ressources, la DSUVA parvient à évacuer les ordures du Grand marché de Bamako.

« Si la DSUVA ne travaillait pas, la voie traversant le Grand marché serait interdite à la circulation. Toutes les nuits, la DSUVA sur instruction du maire est mobilisée pour l'évacuation des ordures », a témoigné M. SIMPARA, l'un des responsables des commerçants.

Le maire a également regretté que Bamako soit la seule ville dans la sous-région qui ne bénéficie pas des subventions de l'État pur l'atteinte de ses missions. Ces faits parmi tant d'autres sont illustratifs, a commenté M. SANAGRE, que la mise en œuvre de la décentralisation est en panne dans notre pays.

PAR SIKOU BAH
Info Matin

Saison des pluies : Une période difficile pour les vendeurs de bidons d'eau

La saison sèche à Bamako est une période très difficile pour les habitants en raison de la pénurie d'eau causée par les coupures fréquentes d'eau du robinet et le tarissement des puits. C'est une période pendant laquelle les vendeurs de bidons d'eau voient leur nombre augmenter et se frottent les mains. Cependant, lorsque la saison des pluies arrive, ils désertent les lieux car ils sont contraints de ralentir, voire de mettre fin à leur activité qu'ils considèrent comme lucrative.

"Le malheur des uns fait le bonheur des autres", disait Voltaire. Pendant la saison des pluies, les citadins se réjouissent de voir les puits retrouver leur niveau normal. En revanche, les vendeurs ambulants de bidons d'eau sont obligés de mettre leur activité en pause. En effet, dès que la saison des pluies approche, ils changent immédiatement d'occupation, voire retournent dans leurs villages respectifs pour se consacrer à l'agriculture. Salim Guindo fait partie de ceux qui ont changé de métier en raison de la rareté du marché. Cet ancien vendeur de bidons d'eau affirme que le commerce saisonnier qu'il pratiquait pour gagner sa vie était vraiment rentable. Selon lui, il vendait chaque bidon entre 50 et 75 francs, en fonction de la taille des récipients. Cependant, déplore-t-il, ces services ne sont plus autant sollicités, c'est pourquoi il s'est tourné vers le cirage de chaussures.

"Je change d'occupation en fonction des saisons. J'ai une famille à nourrir au village, c'est pourquoi lorsque la vente de bidons d'eau perd de son dynamisme, je cherche à faire autre chose. Mon objectif à Bamako est de trouver des fonds pour prendre soin de ma famille au village. Le commerce que je pratiquais il y a quelques mois était vraiment rentable, mais comme vous l'aurez compris, il est saisonnier."

Tout comme notre précédent interlocuteur, Amadou, originaire de San, affirme également que les services des vendeurs de bidons d'eau ne sont pas autant sollicités pendant cette période hivernale. C'est pourquoi certains retournent au village pour effectuer les récoltes, tandis que d'autres, comme Salim, trouvent d'autres occupations en attendant la nouvelle saison sèche.

Siguéta Salimata DEMBELE

Niger : Les Etats Unis lâchent Emmanuel Macron

La crise au Niger rythme l'actualité de l'été 2023. En remettant l'intervention militaire à l'ordre du jour, alors qu'elle semblait s'éloigner, le sommet de la CEDEAO du 10 août à Abuja a été un des temps forts. En réalité, en soulignant dans son communiqué « sa détermination à maintenir ouvertes toutes les options en vue d'un règlement pacifique de la crise » tout en ordonnant « le déploiement de la force en attente », l'organisation sous-régionale a tenté de contenter tout le monde.
Leslie Varenne, journaliste d'investigation et directrice de l'IVERIS (Institut de Veille et d'Etude des Relations Internationales et Stratégiques, a autorisé Mondafrique à reprendre son analyse parue sur son site

Le camp des durs, mené surtout par la France, la Côte d'Ivoire, le Sénégal, et ceux plus nombreux qui prônent le dialogue. Qu'adviendra-t-il ? Difficile de faire un pronostic à cette heure tant les sables sont mouvants. Une chose est néanmoins certaine, la visite surprise de Victoria Nuland, secrétaire d'État adjointe par intérim, le 6 août dernier à Niamey a marqué un tournant décisif. La balle est désormais dans le camp américain qui fait fi de l'agitation de Paris.

La dame aux petits pains a repris les affaires en main...

Pour mesurer l'importance de cette visite et des messages qu'elle a envoyés, un court rappel du parcours de ce poids lourd de la diplomatie américaine paraît nécessaire. Cette fille spirituelle de Madeleine Albright a, depuis 1993, occupé divers postes dans les administrations Bush et Obama dont celui de porte-parole d'Hillary Clinton, alors Secrétaire d'Etat, entre 2010 et 2013. Une période où les Etats-Unis et leurs alliés s'étaient surpassés avec les guerres de Syrie, Libye, Côte d'Ivoire et les « printemps arabes« . Mais cette figure du courant néoconservateur obtiendra sa notoriété planétaire en organisant le changement de régime à Kiev en 2014. Les images de Victoria Nuland distribuant des petits pains en haranguant les manifestants de la place Maïdan restent dans l'histoire. Son célèbre « Fuck the EU » prononcé à la même époque lors d'une conversation avec l'ambassadeur américain en Ukraine, un échange malicieusement enregistré et fuité, lui colle également à la peau.

Plus familière avec le continent européen elle a néanmoins repris les affaires africaines en main. Ainsi en 2021, elle a réalisé une tournée dans plusieurs pays d'Afrique de l'Est et au Niger. En octobre 2022 elle s'est rendue au Burkina Faso, en Mauritanie, au Mali, et au Niger. Elle vient de terminer un nouveau road show qui l'a conduite de Pretoria, quelques jours avant le sommet des BRICS, à Kinshasa, en passant par Abidjan pour enfin atterrir à Niamey le 6 août dernier.

« F...k France »

L'activisme américain au Niger n'a rien de surprenant, compte tenu de leurs intérêts stratégiques dans le pays. Cependant, la visite de Victoria Nuland à Niamey, qui n'était pas inscrite à son agenda, a surpris tout le monde. Quelques jours plus tôt, Catherine Colonna s'enorgueillissait d'être sur la même ligne que celle de Washington, apparemment ce n'était pas réciproque. En s'asseyant et discutant pendant deux heures à la table des militaires, Victoria Nuland a signifié à Paris qu'elle prenait la direction des opérations. Dans le langage fleuri de la diplomate cela pourrait se résumer ainsi : « On ne peut pas laisser les mangeurs de grenouilles gérer ce dossier, ils vont nous ramener Wagner. » !

Deuxième message envoyé à l'Elysée et au camp des durs de la CEDEAO qui se préparaient à employer la manière forte : nous privilégions le dialogue. En cela, la Secrétaire d'Etat par intérim, réitérait la position d'Anthony Blinken qui dès le 2 août s'accordait avec le Président de l'Union africaine, Moussa Faki, pour convenir qu' « il n'y a pas de solution militaire acceptable » à la crise au Niger.

Il ne faut pas se méprendre, l'administration Biden ne souffre pas d'un brusque accès de pacifisme. A quelques mois de l'élection présidentielle de 2024, ils ne peuvent tout simplement pas prendre le risque de soutenir un nouveau conflit. Ils sont embourbés en Ukraine où la contre-offensive patine pendant que leur aide à Kiev devient chaque jour plus impopulaire à l'intérieur du pays. Ils sont également dans une position délicate en Syrie et dans le détroit d'Ormuz face à l'Iran où la marine américaine vient de déployer 3000 hommes. Pendant ce temps les tensions en mer de Chine persistent.

Rome et Berlin, tous deux présents militairement au Niger, se sont ralliés à la position américaine. Depuis le départ des troupes françaises du Mali, les deux capitales cherchent à se démarquer de Paris sur les dossiers africains pour ne pas être contaminés par la bronca envers la politique française. Si l'Allemagne a fait dans la sobriété en indiquant « privilégier la médiation », l'Italie n'a pas pu s'empêcher de tacler la France. Dans un entretien à la Stampa, le ministre des Affaires étrangères Antonio Tajani a ainsi déclaré

« L'Europe ne peut pas se permettre un affrontement armé, nous ne devons pas être vus comme de nouveaux colonisateurs. Au contraire, nous devons créer une nouvelle alliance avec les pays africains, qui ne soit pas basée sur l'exploitation. Nous devons reporter l'option de la guerre le plus possible. »

Il est intéressant de noter qu'aucun des alliés de la France ne s'est exprimé sur le départ des troupes françaises demandé par les militaires au pouvoir à Niamey. Pas un n'a repris l'argument de Paris sur l'illégitimité de la décision. Pas de grandes déclarations non plus autour du rôle de la France dans la lutte contre le terrorisme, dans la protection de la frontière sud de l'Europe, de l'immigration, autant d'arguments pourtant assénés depuis des années par ses alliés.

Cerise sur le gâteau, interrogé sur le Niger par la télévision publique ivoirienne lors de son passage à Abidjan, Victoria Nuland a déclaré « notre position est pareille à celle

de la Côte d'Ivoire, à celle de la CEDEAO, de l'Union africaine, de l'Union européenne » Oups… elle n'a pas cité la France, ça ne peut être qu'un oubli…

La balle dans le camp nigérien…

Toutes ces raisons militent donc pour une non-intervention. Car aucun déploiement de la force en attente de la CEDEAO ne peut avoir lieu sans, a minima, l'aide logistique, l'appui aérien et les renseignements satellitaires de la France et des Etats-Unis. Sauf que bien sûr, il faut compter aussi avec les militaires nigériens. Accepteront-ils les conditions américaines ? C'est LA question qui déterminera la suite de l'histoire.

Si personne n'est dans le secret des dieux pour connaître la teneur des deux heures d'entretien que Victoria Nuland a eu avec les représentants de la junte, le compte rendu du département d'Etat mentionne deux points essentiels : l'assurance pour les USA de garder leurs bases militaires et de fermer la porte à Wagner. Précision d'importance, à aucun moment il n'est question de « réinstaller dans ses fonctions le Président démocratiquement élu« , Mohamed Bazoum, selon la formule désormais consacrée. Toujours selon ce document, elle a eu « une discussion franche et difficile » avec Moussa Salaou Barmou « leur type », « leur atout » au sein de la junte, comme le souligne le long article du WSJ qui lui est spécialement dédié. « Barmou est devenu le principal canal diplomatique entre les Etats-Unis et la Junte. » Celui qui pourra « aider à l'atterrissage en douceur de cette affaire ». Mais si Barmou est leur « gars », il est avant tout Nigérien et il n'est pas seul. Compte tenu de la montée des pressions, il semble que Victoria Nuland n'ait pas obtenu des assurances fermes sur ces deux points précis. Selon une source sécuritaire à Niamey, le CNSP (Conseil national pour la sauvegarde de la patrie, organe créé par les militaires au pouvoir) serait sur une ligne ni les uns, ni les autres…

En attendant la suite, les négociations tous azimuts se poursuivent. Le 10 août, le ministre des Affaires étrangères algérien était à Washington où il s'est entretenu avec le futur sous-secrétaire à la Défense, Derek Chollet. Selon le communiqué, ils ont tous deux évoqués « les développements de la crise au Niger et les voies et moyens à même de coordonner les efforts des deux pays tendant à renforcer les chances d'un règlement pacifique de la crise. » Une rencontre et une petite phrase qui en disent long sur la mise hors-jeu de la France dans la résolution de ladite crise…

Paris persiste et signe

Après la réunion de la CEDEAO, et pendant que certains cherchaient « un règlement pacifique », le Quai d'Orsay, par la voix de Catherine Colonna restait sur la ligne dure. La ministre des Affaires étrangères soutient « l'ensemble des conclusions adoptées » lors du Sommet « y compris la décision d'activer le déploiement de la force en attente ». En clair, nous sommes prêts à apporter notre soutien militaire, nous sommes prêts à la guerre…

Depuis le début de la crise le 26 juillet, l'Elysée et le Quai ont fait le choix de toutes les solutions regrettables. Et la liste est longue. Opter pour la manière forte au lieu de la médiation dans le contexte actuel de l'Afrique de l'Ouest ; montrer les muscles au risque de jeter de l'huile sur un Continent déjà chauffé à blanc contre la politique française ; tenter de rééditer le scénario ivoirien en jouant sur les deux entités, le gouvernement légitime et les putschistes sans s'apercevoir que depuis 2011 le monde a changé ; adouber au travers des médias une pseudo rébellion : le Conseil de la Résistance pour la République est une entreprise perdue d'avance. Dirigé par l'ancien rebelle, Rhissa Ag Boula depuis longtemps blanchi aux ors de la République, le CRR n'a aucune chance de prospérer. Colorier en rouge du jour au lendemain Ouagadougou, Bamako, Niamey sur les cartes sécuritaires du Quai d'Orsay, interdisant de ce fait aux avions d'Air France d'atterrir ne fait pas descendre la pression; idem pour la fermeture des bureaux des visas au Mali et au Burkina Faso. Toutes ces décisions ont été d'ailleurs immédiatement suivies de mesures de réciprocités.

Bonus : en agissant ainsi, Paris fait passer les Etats-Unis pour les gentils de l'histoire, ce qui ne manque pas de piment.

Personne ne s'empresse de suivre la France dans cette voie et tous se taisent d'un silence goguenard. Envisageant un scénario où les Etats-Unis, l'Allemagne et l'Italie resteraient au Niger et où Paris serait obligé de plier bagages, un diplomate africain tonne : « Ce serait Trafalgar et Fachoda» ! Pas moins…

Mondafrique

De la diète du citoyen : Ousmane Sonko

Le président ousmane Sonko arrêté le vendredi 28 juillet 2023,est à son 17 ème jour d'abstention volontaire de toute alimentation et 5 ème jour de refus de tout soin médical, mettant l'Etat du Sénégal face à ses responsabilités.

Son état se détériore de plus en plus et c'est d'autant plus préoccupant qu'il avait été envisagé de le sortir de l'hôpital la journée du lundi 14 Août, alors que cliniquement il était plus mal portant que lorsqu'il ia fallu organiser sa prise en charge par un hôpital de la place.

Le plus inquiétant est le détournement de procédure qui a permis de criminaliser un dossier Correctionnel l'usage de qualifications abusives qui ôte toute sécurité juridique aux citoyens qui peuvent être victimes de cette pratique.

La raison a déserté les esprits, la loyauté les plumes d'hommes de lois.les cœurs se sont endurcis et des hommes se prennent et se comportent comme des dieux , oubliant la précarité de tout pouvoir et de toute âme qui vit.

Il est temps de se ressaisir, de décrisper cette situation qui détruit un peuple qui ne le mérite pas.Une situation qui décrédibilise les institutions, cultivent et entretient la haine et le ressentiment.

La prison utilisée comme arme en politique,est une arme non conventionnelle qui fausse le jeu démocratique.

Sortir le président ousmane Sonko de l'hôpital dans l 'état où je l'ai laissé le 14 Août, c'est endosser la responsabilité d'une non assistance de personne en danger .

Sa détention est perçue comme une injustice et une gangrène dans le système qui achève

la mise à mort de l'Etat de droit et de l'Etat démocratique.

Le président Ousmane Sonko est un détenu politique de lEtat du Sénégal.

Sa libération immédiate devrait être une exigence de la communauté internationale qui est garante du respect par les États signataires du Pacte,de leurs obligations internationales.

Tous les détenus politiques au Sénégal doivent être libérés.C'est une exigence sociale.Des innocents emplissent les prisons pour des raisons politiques.les cabinets des juges d'instructions explosent et manquent de tout en ce mois d'Aout sauf de formulaires de mandats de dépôt.Il est temps de se ressaisir.

Cire Clédor Ly membre du collectif
De La Défense du Président Sonko

Jacques Chirac : "Nous avons saigné l'Afrique pendant 4 siècles et demi"

Durant sa présidence, qui a duré 12 ans, jacques Chirac a défendu l'Afrique contre vents et marées. Même à la retraite, il a dénoncé ceux qui ont saigné ce continent pendant des siècles, y compris son propre pays. Malgré les critiques sur le clientélisme de la françafrique et son soutien aux régimes corrompus, jacques Chirac garde une image plutôt positive auprès des africains. Ségolène Royal : quelle désolation !

Mais ce ne sont pas les Français ni la France qui sont visés par ce rejet. Ce sont les politiques conduites, les déclarations blessantes, le manque de culture...

Depuis l'injure «l'Afrique n'est pas encore entrée dans l'histoire» de NS, les indignes bombardements meurtriers sur la Libye, l'insuffisance à développer l'accès à l'énergie et à l'éducation en même temps que la présence militaire, comme d'ailleurs les militaires français le demandaient en alertant sur les effets catastrophiques sur l'alimentation de la sécheresse du lac Tchad et autour, l'absence de vision de tous les ministres des affaires étrangères sur un nouveau partenariat avec l'Afrique et leurs déclarations plus que douteuses comme par exemple «les compromis à l'africaine».

Un autre partenariat égalitaire et respectueux est possible, à commencer par les questions énergétiques (pourquoi l'abandon de l'alliance solaire internationale ?) climatiques et culturelles.

On peut aussi évoquer la lenteur de la restitution des biens culturels volés ou spoliés ou achetés à bas prix dans des collections privées.

Il est plus que temps de monter de niveau et de perspective. Car les réactions hostiles sont d'autant plus fortes que l'attachement pour ne pas dire l'amour pour la France a été déçu, et que le spectacle des chaos que nous subissons actuellement en France n'est pas de nature à rétablir le respect et la considération malgré les attachements affectueux à la francophonie.

Le Challenger

Présidence de la FEMAFOOT : Le camp baby prône la transparence

La liste conduite par Salaha baby pour briguer la présidence de la FEMAFOOT a présenté, le dimanche 13 août 2023, son programme de campagne. Cette présentation qui a eu lieu au QG à l'ACI 2000 a été couplée à une conférence de presse. C'était en présence de Salaha baby, de plusieurs de ses colistiers et des acteurs du football qui partagent sa vision.

Dans ses propos liminaires, Salaha BABY a déclaré qu'une fois élu à la tête de la FEMAFOOT, le présent programme concocté par son équipe sera le premier outil de gouvernance pour le développement du football malien qui souffre depuis de très longues années d'une mauvaise gestion due au manque d'intégrité de ses dirigeants.

Pour lui, chaque candidat doit être capable de présenter aux acteurs et au Peuple malien un projet de développement adéquat suivant un calendrier juste.

« Une fois à la tête du Comité exécutif de la FEMAFOOT, mon équipe et moi procéderons au renforcement des capacités à tous les niveaux. Dès la saison 2023-2024, nous allons concrétiser le projet des ligues professionnelles qui est une exigence. Aussi, nous allons nous attaquer aux textes qui régissent notre football avec l'implication de tous les acteurs… », a détaillé le candidat Salaha BABY.

Il qualifie sa liste comme une équipe de rupture composée d'hommes et de femmes ayant fait leur preuve d'intégrité dans plusieurs domaines d'activités. C'est pourquoi, rassure-t-il qu'une fois aux commandes de la FEMAFOOT, la transparence sera la clé de leur gestion.

En effet, le programme présenté par l'équipe dirigée par Salaha BABY est battu autour de 8 grands axes, dont la mise en œuvre aboutira, selon eux, à l'acquisition d'un trophée majeur et une qualification en phase finale de la coupe du monde.

Les 8 grands axes du programme de la liste Salaha BABY consacré au développement du football se présentent comme suit : la relecture des textes régissant le football ; la réorganisation des clubs, associations et centres de formation ; la mise en place de la ligue professionnelle de football ; la mise en place d'une véritable Direction technique nationale en charge de la politique de formation ; le financement du football ; le développement des infrastructures ; l'optimisation de la gestion des sélections nationales et enfin l'instauration d'un climat convivial et d'une entente vertueuse entre les dirigeants et entre les autres acteurs du football.

Les conférenciers ont tour à tour insisté sur l'engagement des membres de cette liste à œuvrer pour un avenir glorieux pour le football malien.

Se présentant comme des hommes et des femmes qui ne vivent pas du football, mais qui ont décidé de faire vivre le football, Salaha BABY et ses colistiers promettent qu'avec eux l'honneur et la défense des intérêts de la patrie seront les seuls créneaux.

Les conférenciers ont saisi l'occasion pour donner d'amples informations sur l'invalidation jugée infondée de la liste de candidature de Salah BABY par la commission d'appel des élections.

Ils n'ont pas manqué d'exprimer leur étonnement face à la validation de la liste de Mamoutou TOURÉ dit Bavieux par la commission d'appel des élections bien que celui-ci fasse l'objet d'une procédure judiciaire depuis 2017. Ce qui, soutiennent les conférenciers, constitue une violation du code d'éthique de la FEMAFOOT, de la CAF, voire de la FIFA.

Par ailleurs, ils ont dénoncé la convocation de l'assemblée générale élective dans un délai anti-statutaire.

Pour eux, conformément aux textes, ladite convocation aurait dû être renvoyée 45 jours avant la tenue de l'AG en application de l'article 41 alinéa 4 des statuts de la FEMAFOOT.

L'on apprend également que suite à l'invalidation de la liste de Salaha BABY, le Tribunal arbitral du sport (TAS) a été saisi pour trancher l'affaire. Aussi, la FIFA et la CAF ont été mis au parfum de la situation.

La commission éthique de la FIFA a également été saisie dans l'optique d'annuler la liste de Mamoutou TOURÉ dit Bavieux suite à sa mise sous mandat de dépôt par le pôle économique et financier.

PAR MODIBO KONE
Info Matin

Bélier (21 mars - 19 avril)

En embuscade dans votre maison X, celle de vos activités, Jupiter rétrograde vous mènera la vie dure. Vous devrez vous battre contre la mauvaise foi de vos supérieurs ou les attaques de vos collègues. Par sagesse, vous éviterez les positions radicales.

En ce qui concernera vos dépenses, vous appuierez sur la pédale frein, plus par obligation que par réelle volonté. Vous n'aurez pas trop le choix, car vos euros s'envoleront et il vous faudra être rigoureux dans vos finances en ce milieu de mois.

Taureau (20 avril- 19 mai)

Cela fait belle lurette que vous ne vous rendez plus à votre travail avec une boule au ventre. En effet, vous êtes de plus en plus polyvalent... Aujourd'hui, ami Taureau, vous aurez même l'opportunité de rajouter une corde supplémentaire à votre arc !

Pour les négociations qui touchent de près ou de loin à l'argent, vous serez un crack ! Aujourd'hui, vous pourrez user d'arguments convaincants pour persuader votre conseiller bancaire de vous faire confiance, comme par exemple pour un découvert...

Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Rien de tel qu'un nouveau départ ! Vous voilà sur les starting-blocks ! Rien ne vous décourage. Un changement de service ou une nomination arrive ! Ce que vous attendez depuis longtemps se concrétise. Vous devriez changer de bureau ou d'équipement !

Un peu de sagesse est vivement conseillée ! Vous craquez facilement pour les petits plaisirs. La somme des dépenses pèse lourd ! Votre salaire continue de partir très rapidement ! Pas d'inquiétude pour autant. Vous vivez légèrement au-dessus de vos moyens !

Cancer (21 juin - 21 juillet)

Vous avez du mal à accepter la moindre remarque, le moindre commentaire, que cela vienne de votre hiérarchie ou de vos collègues. Le carré Lune/Soleil implique des rapports de force, et vous avez beaucoup de mal à le supporter. D'où un climat de tensions.

Il faut peut-être vous attendre à quelques contrariétés dans ce domaine. Une mauvaise nouvelle risque de vous mettre de méchante humeur, et de vous perturber toute la journée. Restez positif, et essayez de relativiser. À chaque problème sa solution !

Lion (22 juillet - 23 août)

Vous serez contraint de vous adapter aux changements que vous imposera l'entreprise pour laquelle vous travaillerez. À moins que vous ne soyez vous-même déterminé à apporter votre touche personnelle. Dans ce cas, vous serez amené à prendre des contacts.

Vous pourriez soudainement être privé d'une source de revenus, d'un confort matériel. Vous comptiez sur ce complément pour régler quelques factures. Vous chercherez des pistes pour combler cette défaillance, mais cela vous demandera un peu de temps.

Vierge (23 août 23 septmbre)

Votre raisonnement sera sans faille. Mine de rien, vous allez tracer votre route sans plus vous laisser perturber par des remarques sans fondements. De toute manière, vous serez soutenu dans votre travail. Vos attributions seront même en forte hausse.

Fidèle à vos habitudes, vous commencerez à dresser le bilan de vos finances au titre du premier semestre 2020 ! Votre indicateur ? Que les chiffres de l'année en cours soient meilleurs que ceux de l'année dernière... Pour l'instant, tout va bien !

Balance (23 septmbre - 22 octobre)

Votre poste est stable. Il vous fait évoluer vers une fonction avec des responsabilités. La confiance en vous, aide à mieux communiquer. En plus, vos collègues aiment travailler à vos côtés. Vos activités peuvent demander la gestion d'une clientèle.

Gardez-vous de dépenser à tout-va ! Des coups de coeur tombent mal ! Ils se cumulent à des charges incompressibles. Il est bon de refaire les comptes ! Tenez mieux à jour votre gestion. La prudence est recommandée ! Vous pourriez avoir oublié une facture !

Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Vous éprouvez une grande satisfaction dans ce que vous faites, mais attention aux rapports avec vos collègues. Votre relationnel risque d'être épineux toute la journée, la moindre remarque vous fait bondir ! Ne prenez pas tout au pied de la lettre.

Votre esprit est perturbé, vous avez du mal à réfléchir et à vous concentrer. Attention à ne pas faire n'importe quoi, peut-être devriez-vous reporter certains projets, ou même certaines réunions qui devaient avoir lieu. Évitez les transactions financières.

Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Vous parviendrez à résoudre une bonne partie de vos difficultés relationnelles au travail, mais surtout, vous passerez à autre chose. Vous attendrez que vos supérieurs vous confient des responsabilités plus valorisantes, comme ils vous l'auront promis.

Vous éviterez les opérations hasardeuses, c'est pourquoi vous ne ferez pas vos achats sur le net, sauf sur des sites dont vous connaîtrez la fiabilité. Dans un autre registre, vous saurez évaluer les risques avant de prendre une initiative audacieuse.

Capricorne (21 décembre -20 janvier)

Pour insérer le monde du travail, ou demander une promotion, vous aurez votre méthode... Les entretiens ? Non merci, vous aurez l'impression de faire la manche... Vous allez préférer l'appui d'un proche pour vous dénicher une piste ou travailler en famille.

Un excédent monétaire ne vous dissuadera pas de chercher comment baisser davantage vos frais et réduire le montant de vos achats, sans provoquer des à-coups trop désagréables à votre train de vie. Ami Capricorne, deux mots : bonne chance !

Verseau (20 janvier - 19 février)

Des soucis d'organisation arrivent. Vous devez changer de processus de travail. Une réunion importante peut se présenter. Elle donne des instructions pour avancer mieux. Vous êtes exposé en première ligne ! On peut vous demander votre opinion !

Un peu de relâche arrive enfin. Un changement de contrat financier est possible. Vous envisagez de changer des petits placements. La journée est idéale pour une nouvelle stratégie financière. Le but est de réaliser des économies. Vos idées sont judicieuses !

Poisson (19 février - 21 mars)

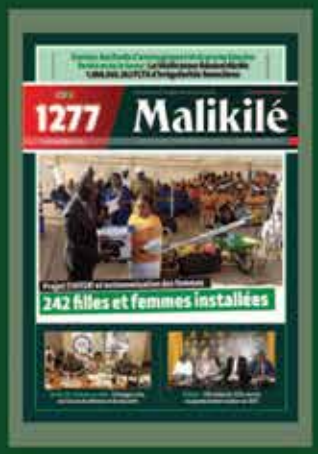
Votre créativité est à son comble, et vos idées deviennent beaucoup plus structurées. Votre logique et votre esprit d'analyse favorisent grandement votre réussite, vous forcez l'admiration. Alors, chassez votre stress intérieur, il n'a pas lieu d'être !

Votre générosité est encore plus importante que d'habitude, et vous n'aspirez qu'à une chose, gâter vos proches ! Vous pouvez vous le permettre, mais prudence, tout de même, freinez un peu vos ardeurs, vous avez tendance à dépenser sans compter !

L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS



Pour tous **renseignements**, **abonnements**, **reportages**, **publicités**, **annonces** ...
n'hésitez pas, contactez nous au :

70 44 22 23

Journal Malikilé | +223 70 44 22 23 | ampikile@gmail.com | www.malikile.com